



POSITION LUXEMBOURGEOISE RELATIVE A UN ESPACE EUROPEEN DES APTITUDES ET DES QUALIFICATIONS

Dans le cadre de la consultation publique lancée par la Commission européenne, relative au développement éventuel d'un espace européen des aptitudes et des qualifications, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a procédé à une consultation auprès des différents acteurs directement ou indirectement concernés, à savoir: le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le Ministère du travail, l'Université du Luxembourg, les Chambres patronales et salariale, l'Agence nationale en charge de la mise en œuvre du programme Erasmus+, le Collège des directeurs de l'Enseignement secondaire et secondaire technique et la Maison de l'orientation.

Le présent document consiste plutôt en une synthèse des principales réflexions faites lors des échanges qu'il y a eus entre les différents partenaires qu'en une réponse directe aux questions posées par la Commission européenne.

D'une façon générale, le Luxembourg peut souscrire à l'idée de la création d'un espace « européen » qui répond à un besoin en Europe et ceci pour deux raisons majeures:

- pour favoriser la mobilité des apprenants et des salariés
- pour soutenir le développement de la formation tout au long de la vie.

Cette opinion est entre autres conditionnée par la réalité luxembourgeoise avec en particulier sa mobilité entrante aussi bien au niveau emploi qu'au niveau de l'apprentissage.

Néanmoins, le Luxembourg considère que, même si nous devons tous continuer à rester ambitieux, il est encore trop tôt à ce stade pour créer la mise en place d'un tel espace européen. En effet, les États membres sont actuellement encore dans une phase de mise en œuvre et de perfectionnement des outils et instruments de transparence et de reconnaissance européens existants.

Ainsi, le changement vers les acquis d'apprentissage est un processus qui ne demande non seulement des modifications d'ordre technique, mais également un bouleversement des concepts établis et ce aussi bien aux niveaux de l'éducation et de la formation qu'au niveau de l'enseignement supérieur. Le processus nécessite, outre une volonté de toutes les parties impliquées, une appropriation du concept.

Ensuite, non seulement la traduction mais la compréhension sous-jacente des mots varie suivant les pays, cultures et secteurs de l'éducation et de la formation ce qui ne facilite ni la transparence ni la reconnaissance. Utiliser les acquis d'apprentissages

comme langage commun constitue certes une approche prometteuse et pertinente, mais tant que cette « révolution » ne soit finalisée, l'impact restera sans effet.

Le cadre de qualification représente un autre exemple d'instrument de reconnaissance qui est loin d'avoir atteint un stade où il peut jouer un rôle réel. En effet, d'un côté il reste encore un certain nombre d'États membres qui n'ont pas finalisé leur cadre national et de l'autre côté, la mise en œuvre en tant qu'instrument d'apprentissage tout au long de la vie ou d'outil de transparence pour le marché de l'emploi tarde à se réaliser. Trop nombreuses sont les questions qui surgissent comme l'inclusion de qualifications non-formelles, la différence d'alignement à un niveau de qualifications similaires entre différents pays ou encore la mise en œuvre de la validation des acquis.

Le Luxembourg souligne l'importance de considérer les éléments mentionnés ci-avant et de s'interroger sur la pertinence, d'au moins à ce stade, de la démarche envisagée en vue de la création d'un espace européen des aptitudes et des qualifications.

Par ailleurs, se pose la question de la cohérence d'un tel espace européen par rapport à d'autres outils et politiques européennes comme par exemple la directive relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles. Ainsi, il convient de souligner que, dans la modernisation de cette directive, on ne tient notamment pas compte des développements actuels au niveau des systèmes d'éducation et de formation. En outre, la suggestion de créer des cadres de formation communs risque de constituer une atteinte aux principes de subsidiarité.

Même si, à la base la consultation publique ne prévoit pas de se prononcer sur des règles du marché intérieur, il nous semble toutefois pertinent de les mentionner pour des raisons de cohérence. Ceci d'autant plus que la Commission européenne elle-même y fait référence dans son document d'information.

Conclusions :

Pour le Luxembourg, le développement d'un espace européen d'aptitudes et de qualifications correspond à un besoin et un élément à considérer une fois que les différents instruments, outils et politiques de transparence et de reconnaissance européens aient atteint un niveau de réalisation permettant d'envisager de façon réaliste la mise en place d'un tel espace.

Pour y arriver nous suggérons à la Commission européenne d'envisager éventuellement un appui plus conséquent des États membres dans leur mise en œuvre des différents outils et instruments existants. Par ailleurs, il faudrait envisager un examen critique de tous les outils européens existants. Parallèlement des discussions autour d'une éventuelle création d'un espace européen ainsi que des outils et instruments à considérer et à harmoniser devraient être poursuivies avec les États membres. Un Groupe d'experts pourrait par exemple être lancé en 2015 quand les mandats des actuels groupes techniques arriveront à terme. Au sein de ce dernier des réflexions pourraient aider la Commission européenne à trouver des pistes pour la mise en œuvre d'un espace européen apportant une réelle plus-value.